

Le CRDI et les réseaux de recherche : les alliés du développement

AVRIL 2006

Les réseaux du savoir aident le CRDI à réaliser ses objectifs. Travaillant dans un esprit de collaboration, des personnes et des organismes dans le monde entier renforcent les capacités, améliorent la qualité de la recherche et influencent les politiques publiques. Une nouvelle enquête, dans laquelle les réseaux font l'éloge de l'appui inébranlable du CRDI, révèle que leur taux de satisfaction dépasse 90 %.

Les réseaux du savoir : l'état des lieux

Quel lien y a-t-il entre le Réseau d'information sur la santé en Ouganda, la Systemwide Initiative on Malaria and Agriculture et le Réseau latino-américain de recherche en agriculture urbaine ?

Ils font partie de centaines de « réseaux du savoir » que le CRDI a lancés, appuyés et gérés au fil des ans afin de promouvoir la recherche appliquée dans les pays en développement.

Ces structures d'échanges – qui regroupent à la fois des organismes et des particuliers – favorisent la création de liens, la mise en commun des tâches et une étroite collaboration pour résoudre des problèmes de développement d'intérêt commun. Elles stimulent le brassage d'idées, font connaître les résultats des travaux, influencent les politiques gouvernementales et renforcent la capacité de faire de la recherche.

Les réseaux que le CRDI a aidé à créer se distinguent par leur pluralité, qu'ils aient pour nom « équipe », « consortium », « initiative », « collectif », « partenariat », « projet », « groupe », « alliance », « coentreprise », « forum » ou, bien sûr, « réseau ». Ils relient les milieux scientifiques et universitaires et celui du développement et sont hébergés au sein d'organisations non gouvernementales (ONG), d'universités, de collèges et de centres de recherche. Ils s'attaquent aux enjeux les plus divers, de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles aux technologies de l'information et de la communication, en passant par l'équité sociale et économique.

Si le CRDI a toujours reconnu la valeur des réseaux – d'ailleurs d'autres organismes de développement admirent la richesse de son expérience dans ce domaine – il n'a jeté qu'il y a peu les bases d'une même compréhension de ces structures à l'échelle du Centre. Il souhaite maintenant transmettre les connaissances tacites qu'il a acquises en se frottant à tous ces partenaires. Au moyen d'une évaluation stratégique amorcée en 2003, il a voulu rassembler des données qui témoignent de cette riche expérience pratique et les faire connaître à d'autres organismes oeuvrant au développement.

Une enquête d'envergure

L'évaluation stratégique a passé au peigne fin la participation du CRDI à la mise sur pied de réseaux pendant 10 ans, soit de 1995 à 2005. Elle avait pour but de cerner comment le CRDI peut continuer d'appuyer des réseaux solides, actifs et efficaces.

L'équipe d'évaluateurs a d'abord examiné la documentation du CRDI à ce propos, exercice qui a entraîné la rédaction de textes sur des sujets tels la finalité, la coordination et la viabilité des réseaux. L'équipe s'est également entretenue avec des personnes clés et a organisé un forum stimulant sur l'apprentissage.

Menée par le Centre de recherche Décima, une entreprise canadienne, l'enquête a comporté un questionnaire détaillé en français, en anglais et en espagnol, destiné aux membres et coordonnateurs des réseaux. Les constatations ont permis d'établir le profil des chercheurs et des réseaux, de mesurer l'efficacité de l'aide apportée par le CRDI et d'évaluer l'impact des réseaux sur la carrière des personnes qui en sont membres, sur l'évolution des organismes, sur la qualité de la recherche et sur la société en général.

L'échantillon initial comprenait tous les réseaux appuyés par le CRDI au cours de la décennie 1995-2005. En tout, 183 coordonnateurs (soit 78 %) ont été ciblés, et 110 (51 %) ont rempli le questionnaire par téléphone ou par courriel. Les 110 coordonnateurs représentaient 80 réseaux différents. La marge d'erreur de cet échantillon était de plus ou moins 7,5 %, l'intervalle de confiance étant de 95 %. Trente-trois membres de réseaux du CRDI ont aussi rempli le questionnaire; la marge d'erreur de cet échantillon a été de plus ou moins 17,3 %, et l'intervalle de confiance, de 95 %.

En d'autres termes, il en a résulté le portrait le plus détaillé et le plus fiable jamais fait des réseaux appuyés par le CRDI, représentant le plus grand nombre de domaines de programme et de régions et tenant compte aussi bien des réseaux établis depuis longtemps que de ceux qui existent depuis peu. Les techniques de cueillette de données ont permis de veiller à ce que toute personne pouvant répondre ait la chance de le faire. Les chercheurs croient fermement que les constatations tirées de ces données sont statistiquement révélatrices étant donné le nombre et l'éventail des participants. Ils estiment que leur analyse contribue grandement à la compréhension et à l'utilisation des réseaux du savoir – et saura intéresser tout particulièrement les autres organismes voués au développement, les universités et les réseaux mêmes.

Les réseaux : un portrait

En ce qui a trait aux sujets qui les intéressent, les réseaux se répartissent plus ou moins également entre les grands domaines de programme du CRDI : ressources naturelles, politiques sociales et économiques et technologies de l'information et de la communication. Un peu moins du cinquième de ces réseaux se préoccupent d'un seul thème dans une seule région (à l'instar du réseau chargé du Panorama numérique de l'Asie-Pacifique). Dans l'ensemble, les réseaux font porter leurs travaux sur plusieurs régions du monde, et le tiers d'entre eux s'intéressent à des enjeux mondiaux.

La moitié des réseaux qui ont répondu existent depuis cinq ans ou moins. Contrairement à ce qu'on prévoyait, les institutions d'accueil sont demeurées relativement les mêmes, près des trois quarts des réseaux n'ayant pas déménagé depuis leur création. Le plus souvent, a-t-on signalé, c'est une ONG ou un organisme de la société civile qui héberge le réseau. Seulement 15 % des réseaux de l'échantillon sont établis au Canada.

La plupart des réseaux ont des règles d'admission strictes, c'est-à-dire qu'on ne peut simplement adhérer au réseau : il faut être choisi. Et la majorité des réseaux accueillent tant les individus que les organismes.

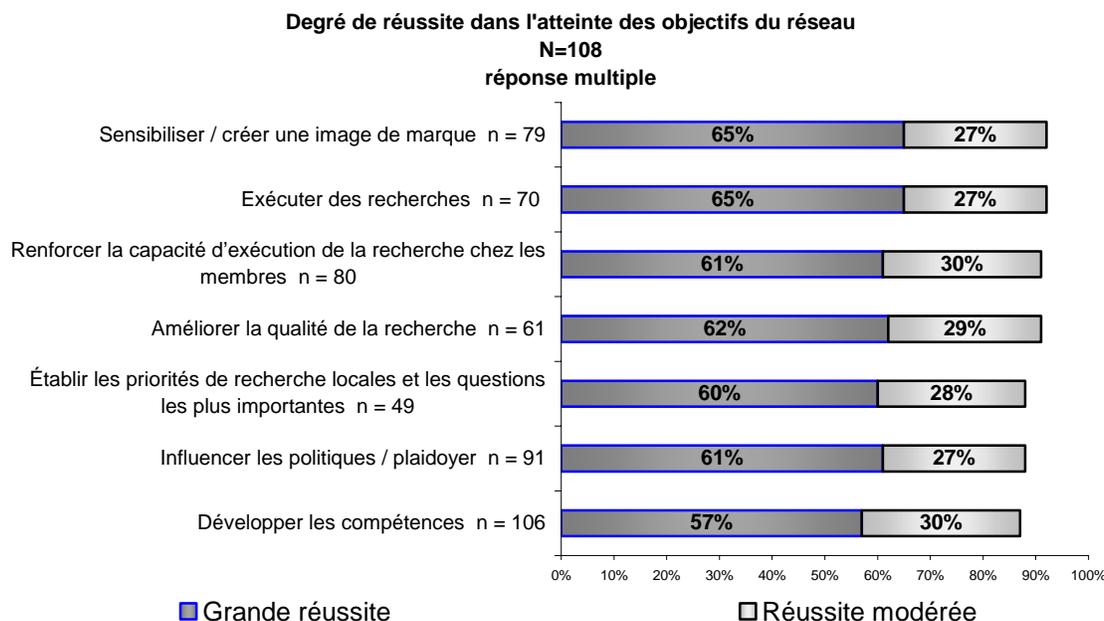
Les réseaux comptent en moyenne 247 membres individuels et 39 organismes. Les trois quarts des membres individuels, comme les trois quarts des organismes, viennent de pays en développement. Les réseaux ont tendance à prendre de l'envergure – le nombre de membres augmente au fil du temps, et très peu de réseaux signalent une diminution.

Plusieurs réseaux reconnaissent qu'ils ont de nombreux objectifs; de fait, la plupart déclarent en avoir quatre ou plus, le « développement des compétences » et le « plaider sur la place publique » étant mentionnés le plus souvent. Pour l'essentiel, les réseaux se divisent en deux grandes catégories :

* les réseaux de développement des compétences (Décima les appelle « réseaux de recherche »), qui concentrent leurs efforts sur l'acquisition d'un savoir-faire concret par les chercheurs et de meilleures capacités d'exécution de la recherche. Les groupes sont plus petits, mais ils comprennent un plus grand nombre de membres individuels et signalent davantage le renforcement des capacités des chercheurs. Leur détermination est plus solide, et ils abordent le changement en adoptant une démarche à long terme;

* les réseaux de plaidoyer sur la place publique (Décima les appelle « réseaux de la société civile »), qui ont des visées plus générales et cherchent à sensibiliser les responsables des politiques et à influencer la prise des décisions gouvernementales. Comptant plus de membres, qui viennent aussi d'horizons plus divers, ces réseaux doivent faire montre de souplesse et de réceptivité face à diverses pressions internes.

L'enquête a fait ressortir que, peu importe la catégorie et les objectifs, 86 % des réseaux disent qu'ils ont réussi ou passablement réussi à atteindre les fins visées, 10 % estiment qu'il est trop tôt pour examiner dans quelle mesure ils y sont arrivés, tandis que seulement 3 % déclarent qu'ils n'y sont guère parvenus.



Les coordonnateurs des réseaux réservent quelques surprises

L'enquête a en grande partie confirmé ce que l'on savait déjà. Les coordonnateurs des réseaux font partie de l'élite universitaire et sont pour la plupart titulaires d'un doctorat ou d'une maîtrise. Près de la moitié d'entre eux sont des spécialistes des sciences sociales. En général, ils travaillent dans des universités, des collèges ou des ONG.

Toutefois, certaines des constatations sont surprenantes. Ainsi, les coordonnateurs ont tendance à être plus âgés; seulement un cinquième des coordonnateurs ont moins de 40 ans. Et les coordonnateurs plus jeunes sont plus susceptibles de faire partie du personnel professionnel que de la direction d'un organisme. En outre, les réseaux appuyés par le CRDI semblent orienter les femmes vers des postes d'importance : six coordonnateurs sur dix sont des femmes, et elles représentent les deux tiers des coordonnateurs titulaires d'un doctorat et plus des trois quarts de ceux qui travaillent dans un collège ou une université.

Un coordonnateur peut recevoir un salaire, mais cela dépend de l'organisme où il – ou elle – travaille. Près des quatre cinquièmes de ceux qui oeuvrent dans un collège ou une université coordonnent un réseau à titre bénévole, alors que les trois quarts de ceux qui travaillent dans une ONG sont payés. Un peu plus de la moitié des réseaux examinés ont opté pour une forme de coordination concertée.

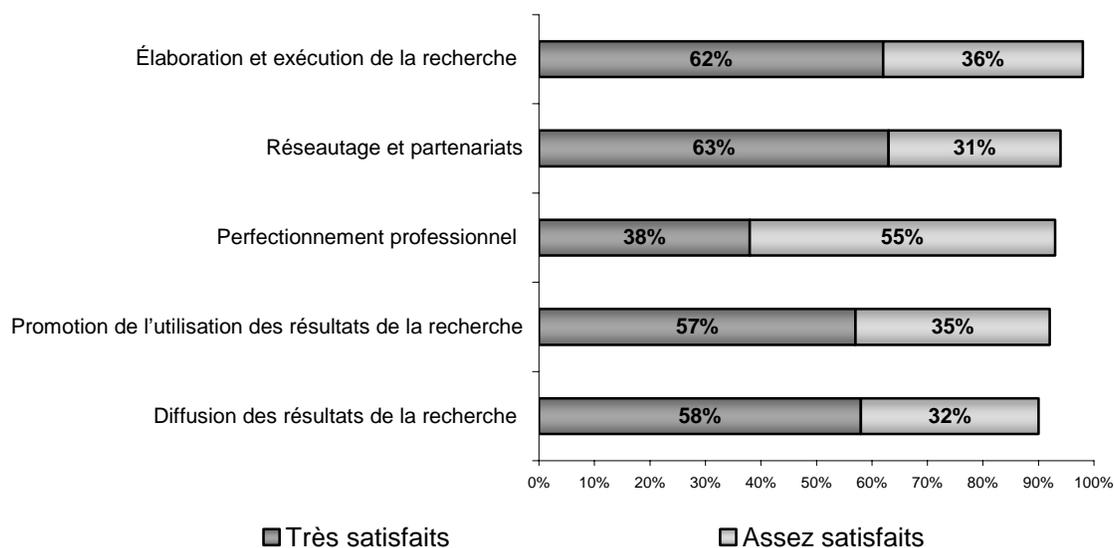
La filière CRDI : un appui solide et durable

Presque tous les réseaux examinés ont été associés au CRDI dès leur création, ce qui signifie que le CRDI a été un partenaire important tout au long de leur existence (la moitié des réseaux, ainsi que nous le signalions, ont été créés il y a plus de cinq ans).

Qui plus est, bien que son rôle premier soit celui de bailleur de fonds, le CRDI va bien au-delà de cet aspect, étant « très présent » auprès des deux tiers des réseaux. Habituellement, les personnes qui gèrent les projets du CRDI sont aussi des chercheurs. Ainsi, le CRDI peut jouer un rôle de conseil en apportant une assistance technique, parfois comme membre, voire coordonnateur, du réseau, et il peut à l'occasion établir l'assise juridique des réseaux qui démarrent. La collaboration étroite et durable du CRDI avec les réseaux est perçue comme un facteur de succès important, surtout en ce qui a trait au renforcement des capacités et à l'influence sur les politiques publiques.

Quatre-vingt-dix pour cent des réseaux sont satisfaits de l'administration et de la gestion du CRDI et de son aide dans des domaines aussi essentiels que la diffusion de la recherche et le contenu mis en réseau. Et si les réseaux suggèrent des améliorations, ils souhaitent « plus de communication », « plus de financement » et « plus d'échanges d'information ». Bref, ils suggèrent que le CRDI améliore les services qu'il leur offre déjà.

**Satisfaction des réseaux à l'égard de l'aide obtenue du CRDI
quant au contenu mis en réseau**
Niveau de référence = réseaux qui ont des échanges avec le CRDI à cet égard



Le réseautage favorise le professionnalisme

Les chercheurs et les organismes qui sont appuyés par le CRDI en sont les partenaires privilégiés. Le CRDI s'intéressant vivement aux effets de sa collaboration, l'évaluation a examiné les répercussions de son engagement en faveur des réseaux sur le développement des organismes et sur la carrière des coordonnateurs.

L'enquête a révélé que la plupart des coordonnateurs et des organismes sont satisfaits d'être rattachés aux réseaux appuyés par le CRDI, surtout parce que cela leur permet d'accroître leurs compétences.

Grâce à leur appartenance à un réseau, des membres individuels ont pu devenir des coordonnateurs, facilitateurs, chefs de file, administrateurs et gestionnaires financiers plus compétents, développer leurs aptitudes à l'écriture, à la communication et à l'apprentissage de nouvelles langues, tisser de meilleures relations, déployer leurs habiletés dans la sphère informatique et technique, mieux suivre et évaluer les projets et, aspect non négligeable, mener des recherches plus efficacement.

L'appartenance à un réseau a aidé des organismes à accroître leurs capacités d'exécution de la recherche, de réseautage, d'établissement de partenariats, de communication, de diffusion, d'administration et de gestion tout en leur permettant d'acquérir une plus grande notoriété.

Enfin, les membres se sont dit mieux informés de l'évolution de leur champ d'activité, évoquant souvent le « pouvoir rassembleur » ou le « grand rayonnement » du réseau.

Plus des quatre cinquièmes des réseaux affirment avoir pu améliorer la qualité des recherches exécutées – ce qui est fondamental – surtout en affinant leur méthodologie, mais aussi en utilisant de meilleurs outils de communication, en ayant recours à l'examen par les pairs et en ayant l'occasion de publier les résultats de leurs travaux.

Un tel enrichissement de toutes ces compétences a permis l'éclosion d'une culture du professionnalisme dotée des atouts nécessaires pour contribuer à la réalisation des objectifs de développement.

L'influence sur les politiques

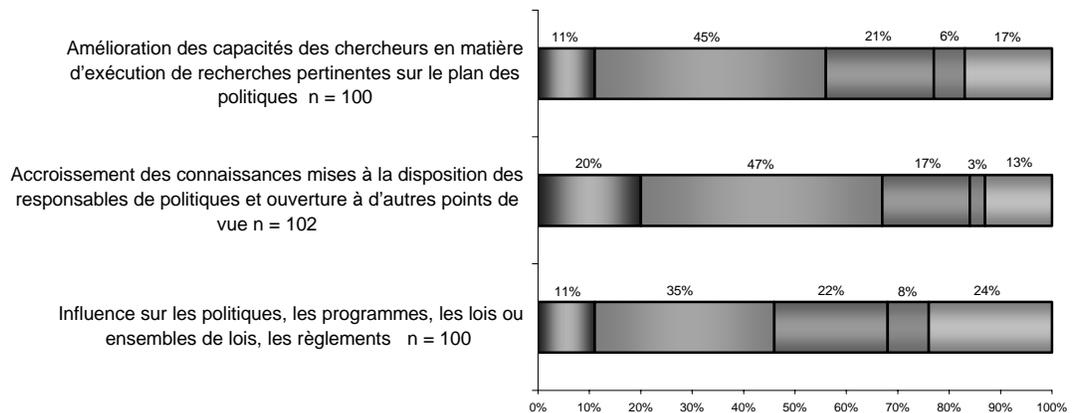
Le plus souvent, le but ultime du CRDI est d'influencer les politiques publiques. À cet égard, les constatations de l'enquête sont encourageantes.

Près de 50 % des réseaux ont dit avoir amélioré les capacités des chercheurs en matière d'exécution de recherches pertinentes sur le plan des politiques. Les réseaux auprès desquels le CRDI a été très présent et ceux qui ont concentré leurs efforts sur les questions économiques ont signalé des taux de réussite supérieurs.

Par ailleurs, deux tiers des réseaux ont révélé qu'ils avaient aidé des responsables de politiques gouvernementales à s'ouvrir à d'autres points de vue, tout en mettant plus de connaissances à leur disposition. Ce sont surtout les coordonnateurs travaillant pour le compte d'organisations internationales ou d'ONG qui ont signalé de telles avancées dans ce travail de défrichage crucial.

En dernier lieu, près de 50 % des réseaux ont déclaré qu'ils avaient bel et bien influencé des politiques, des programmes, des lois ou ensembles de lois et des règlements. Les réseaux efficaces – ceux qui ont déclaré qu'ils avaient eu « beaucoup d'influence » – ont concentré leurs efforts sur les politiques économiques, se sont intéressés à une seule région (particulièrement s'il s'agissait de l'Asie du Sud-Est), ont regroupé un grand nombre de membres individuels et d'organismes et avaient des règles d'adhésion strictes et un système de communication dynamique.

Degré d'influence exercé par le réseau sur les politiques publiques



■ Grande influence ■ Influence modérée ■ Peu d'influence ■ Aucune influence ■ Incertitude / refus de répondre